

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/ONU-Les-secrets-du-chef-de-la-diplomatie-argentine-Susana-Malcorra-sur-les-abus-sexuels-en-Republique-Centrafricaine>

Abus sexuel sur mineurs perpétrés par les Casques Bleus
de l'ONU.

ONU : Les secrets du chef de la diplomatie argentine Susana Malcorra sur les abus sexuels en République Centrafricaine

- Argentine - Justice - Droits de l'homme -
Date de mise en ligne : mercredi 24 février 2016

Description :

ONU : Les secrets du chef de la diplomatie argentine Susana Malcorra sur les abus sexuels en République Centrafricaine. Pédophilie. ONU. Argentine. France. Guinée Équatoriale. Tchad.

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le rôle de l'actuelle Ministre argentine des Relations extérieures, Susana Malcorra, dans le fait d'occulter les abus sexuels perpétrés par les forces de paix en République Centrafricaine.



Susana Malcorra - Mauricio Macri

Selon une enquête interne des Nations Unies (Voir en bas le document joint), la revue usaméricaine *Foreign Policy* dans sa dernière édition, datée du 17 décembre

« [THE U.N. OFFICIAL WHO BLEW THE LID OFF CENTRAL AFRICAN REPUBLIC SEX SCANDAL VINDICATED](#) »
Colum Lynch. *Foreign Policy*, December 17, 2015.

(...) It cited a pair of high-level meetings in March and April 2015 where Ban's former chief of state **Susana Malcorra**, met with Zeid, as well as the heads of the U.N. internal oversight office and ethics office, which are purportedly independent, to coordinate the organization's response to the allegations against Kompass.(...)

révèle le rôle néfaste joué par l'actuelle Ministre argentine des Relations Extérieures, Susana Malcorra, alors qu'elle était chef de Cabinet du Secrétaire Général de l'ONU, de Ban Ki-moon. La conclusion d'un groupe de trois juges indépendants nommés par Ban Ki-moon - auquel *Miradas al Sur* a eu accès, pointe la responsabilité de Susana Malcorra - parmi d'autres fonctionnaires de haut rang - dans le fait d'occulter des cas d'abus sexuels sur mineurs perpétrés par les casques bleus de l'ONU et du harcèlement subi par le fonctionnaire suédois Anders Kompass, qui a fait connaître l'information aux autorités françaises pour mettre fin aux abus.

Le 29 avril 2015, le monde a pris connaissance des cas d'abus sexuels systématiques perpétrés contre des mineurs par les forces de paix de la France, du Tchad et de la Guinée Equatoriale dans un campement de réfugiés de la République Centrafricaine (RCA). Les témoignages, qui avaient été recueillis presque un an auparavant par le personnel du Bureau du Haut Commissariat de l'ONU pour les Droits de l'homme et l'Unicef, ont été révélés par le quotidien britannique *The Guardian*. L'article - [UN aid worker suspended for leaking un rapport on child French troops](#) par Sandra Laville. Londres, 29 Avril 2015 - comprenait le témoignage d'Anders Kompass, spécialiste suédois des Droits de l'Homme ayant plus de 40 ans d'expérience, qui avait été suspendu et sur qui l'ONU enquêtait pour avoir alerté le gouvernement français sur les abus.



Susana Malcorra

Jusqu'à présent, Anders Kompass a gardé le silence sur son rôle dans ce dossier, mais la semaine dernière un groupe indépendant nommé par le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a établi l'innocence du fonctionnaire suédois qui a seulement essayé de faire cesser les abus contre les mineurs, et a conclu que plusieurs fonctionnaires de haut rang - parmi lesquels est mentionnée l'actuelle Chef de la diplomatie argentine, Susana Malcorra, à l'époque chef de Cabinet de Ban Ki-moon- étaient plus préoccupés à concerter leurs efforts pour faire taire et poursuivre le plaignant du scandale, Anders Kompass, que de protéger les enfants du danger dans lequel ils se trouvaient ou de sanctionner les criminels sexuels.

Le 19 mai 2014, un enfant de 11 ans a déclaré qu'un soldat français lui a promis de la nourriture en échange d'une fellation, après il l'a violé, et il lui a donné des biscuits et de l'argent liquide. Le garçon a donné une description détaillée du soldat et a affirmé qu'il pourrait l'identifier, mais aucune mesure n'a été prise, ni même d'avertissement aux soldats, ni aucun effort fait pour éviter les abus en cours, aucune alerte n'a été lancée aux dizaines de milliers d'adultes déplacés dans le campement. Le personnel de l'Unicef a rapporté des cas de fellation forcée et de viol anal des enfants de 8 à 15 ans et sans qu'aucune mesure n'aient été prises. Au total, les entretiens documentent l'abus sexuel de 13 enfants de la part de 16 soldats de la force de paix : 11 étaient français, trois tchadiens, et deux de la Guinée Equatoriale. De plus sept casques bleus ont agi comme complices. Le rapport implique un total de 23 soldats.

Vers la mi-juillet 2014, l'ONU n'avait toujours pas pris de mesure contre les abus en cours. Dans ce contexte, le fonctionnaire suédois Anders Kompass a informé les autorités diplomatiques françaises, qui ont sollicité une copie du rapport pour lancer une enquête. Le 30 juillet il a reçu une réponse du gouvernement français l'informant qu'une enquête était en cours.

Trois mois plus tard, quand le secrétaire général a présenté son rapport annuel sur la réponse de l'ONU sur l'exploitation et les abus sexuels de 2014, il ne contenait aucune mention des plaintes d'abus sexuel sur enfants en République Centrafricaine.

Au lieu de se préoccuper des cas d'abus sexuel sur mineurs, le chef du Cabinet de Ban Ki-moon, Susana Malcorra, voulait étouffer le scandale et pour cela a mis au point avec d'autres fonctionnaires de haut rang de l'ONU une stratégie pour obliger Kompass à démissionner.

Le chef de Cabinet du Secrétaire Général de l'ONU a organisé une réunion dans la ville de Turin, en Italie, entre le Haut-Commissaire pour les Réfugiés, Zeid Ra'ad Al Hussein, le Haut-Commissaire adjoint, Flavia Pansieri, le Sous-secrétaire Général (USG) pour OSSI, Carman Lapointe et le Directeur d'Éthique de l'ONU, Joan Dubinsky, pour discuter du cas Kompass parce que : si la négligence pour combattre les abus sexuels de la part des Casques Bleus, devenait publique, l'ONU devrait faire face à des questions pour lesquelles il n'y avait pas de réponses raisonnables.

Résultat de la réunion qui s'est tenue à Turin, le groupe composé par Malcorra a continué de tramer la manière de faire taire Kompass. Deux semaines plus tard, le 9 avril 2015, Zeid a formellement demandé une enquête sur Kompass à propos de sa « révélation » des abus sexuels en République Centrafricaine.

Pendant toute l'enquête, les victimes ne sont pas mentionnées dans les déclarations, il n'y a aucune expression d'inquiétude ou de curiosité sur leur bien-être. Personne ne mentionne le soutien apporté aux enfants victimes ; ces omissions n'ont été observées, ni expliquées. L'unique objet d'attention concerté est la supposée « révélation » d'Anders Kompass.

Pendant la semaine du 13 avril 2015, un mois après son refus de démissionner, Kompass a été suspendu avec maintien de salaire et escorté depuis son bureau. Susana Malcorra, qui occupait l'une des positions les plus puissantes au sein du système de l'ONU en tant que chef de Cabinet du secrétaire général, a déclaré aux médias que l'on enquêtait sur Kompass parce qu'il était coupable de mauvaise conduite. Ceci était un cas flagrant de jugement anticipé.

Kompass a été poursuivi et harcelé par les cadres supérieurs de l'ONU jusqu'à ce qu'un tribunal d'appel ordonne à l'Organisation des Nations Unies (ONU) qu'elle lève immédiatement la suspension du travail du fonctionnaire humanitaire suédois. Le juge Thomas Laker a dit que la décision de l'ONU de suspendre Kompass, qui exerçait la fonction de Directeur des Opérations de Terrain pour le bureau du Haut-Commissariat pour les Droits de l'Homme, a été une « prima facie illégale » (« de prime abord » illégale).

Face à la dimension que prenait le scandale, le 3 juin 2015, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, a annoncé la formation d'un groupe indépendant, composé par trois juges, pour mener une enquête externe pour examiner les événements après l'abus sexuel des enfants en République Centrafricaine.

Ce qui est arrivé en République Centrafricaine est atroce, mais le fait que l'ONU soit resté silencieux pendant presque un an après sa propre découverte, fut aussi grave car frisant avec la dissimulation et l'impunité des coupables.

Quand on lit la conclusion lapidaire des juges divulguée la semaine dernier, et le triste rôle joué par Susana Malcorra dans les tentatives d'étouffer le scandale de l'ONU, on comprend parfaitement que l'offre de Mauricio Macri est tombée à pic. Dans le cas contraire, il est probable qu'à cette date elle aurait eu à présenter démission de l'ONU, mais pas pour être à la tête de la diplomatie argentine.

Walter Goobar pour [Miradas al Sur](#)

Original : « [ESCÁNDALO EN LA ONU. Los secretos de la canciller Malcorra](#) »

[Miradas al Sur](#). Buenos Aires, le 27 décembre 2015.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiassi.



Report of an Independent Review on Sexual Exploitation and Abuse by International Peacekeeping Forces in the Central African Republic

[El Correo de la diáspora latinoamericana](#). Paris, le 28 décembre 2015.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.